

Le 4 September, 2023.

DÉCLARATION FINALE DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DE WADEMOS SUR LE DÉCLIN DÉMOCRATIQUE ET LES TRANSITIONS POLITIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE TENUE À ABIDJAN DU 1^{ER} AU 2 AOÛT 2023

Préambule

Nous, membres du Réseau West Africa Democracy Solidarity Network (WADEMOS), acteurs pro-démocratie et experts en démocratie et gouvernance de la région, ainsi que responsables de la CEDEAO, réunis à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 1er au 2 Août 2023, sous l'égide du Réseau WADEMOS dans le but de discuter des renversements démocratiques dans la sous-région, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest Francophone et les transitions politiques en cours, y compris la prise de pouvoir militaire récente au Niger:

Reconnaissons le mécontentement croissant parmi les citoyens Ouest-Africains concernant les processus et les résultats de la gouvernance démocratique, à l'encontre des attentes populaires selon lesquelles la démocratie favoriserait le bien-être économique des citoyens ordinaires

Reconnaissons que la région depuis le début de la dernière décennie a connu des renversements démocratiques constants et qu'elle est désormais le théâtre de quatre (4) coups d'État militaires au cours des trois dernières années (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger) et d'une tentative ratée en Guinée Bissau, qui, entre autres, ont été déclenchés et accompagnés par un mépris généralisé des libertés politiques et civiles, associé à une aggravation de l'insécurité et à des difficultés économiques croissantes

Admettons que la vague de détérioration en Afrique de l'Ouest Francophone est encore plus alarmante au cours de la dernière décennie. Et que, malgré les premiers progrès en matière de démocratisation, presque tous les huit pays de la région ont connu des renversements majeurs, notamment le retour des coups d'État militaires, la manipulation des constitutions et des résultats des élections pour la prolongation des mandats, la menace d'un extrémisme violent, en particulier au Sahel, et l'émergence de forces et d'influences extérieures, y compris ses impacts sur la consolidation démocratique de la région

Admettons que malgré les nombreux défis, le soutien à la démocratie et à la gouvernance démocratique reste très fort au niveau régional. Il convient de noter que même si le soutien à la gouvernance démocratique reste plus élevé, la satisfaction à l'égard des dividendes attendus de la démocratie reste faible et en déclin depuis la dernière décennie. Ceci est encore plus préoccupant, en particulier dans les pays Francophones, où deux tiers des citoyens expriment leur insatisfaction à l'égard de l'état de la gouvernance démocratique¹

Reconnaissons les efforts déployés par la CEDEAO en vue de répondre aux principales menaces et renversements rencontrés au sein de la région, et renforcer la résilience

¹Voir : Données Afrobaromètre 2022/2023 (9e Série).

démocratique. Nous reconnaissons notamment les efforts visant à réviser le protocole régional sur la démocratie et la bonne gouvernance, en particulier en imposant des limites de mandats en Afrique de l'Ouest et en renforçant la sécurité et la stabilité régionales, y compris les changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique de l'Ouest.

Recommandations

La conférence multipartite a abordé divers thèmes entourant le phénomène des renversements démocratiques et a fourni l'occasion aux parties prenantes, notamment la CEDEAO et la société civile, de réfléchir aux facteurs déclencheurs du déclin démocratique en général ainsi qu'aux stratégies d'intervention aux processus de transition actuels en Afrique de l'Ouest Francophone et a conclu par les recommandations suivantes:

1.1 Pour prévenir les moteurs du déclin démocratique en Afrique de l'Ouest

- I. La CEDEAO doit engager d'urgence un dialogue avec les populations – en commençant au niveau régional de manière systématique, cohérente, transparente et en temps opportun pour lancer le processus de déclenchement de la Vision 2050 afin de faire de la communauté une véritable « Communauté du Peuple ». Cela contribuera à rétablir la confiance avec les citoyens de la CEDEAO.
- II. Dans le but de renforcer la transparence, la méritocratie et les intérêts régionaux dans la nomination des commissaires de la CEDEAO, la mise en place d'une norme minimale uniforme est recommandée. Cette proposition comprend la mise en œuvre d'un processus de contrôle rigoureux sous les auspices du Parlement de la CEDEAO. Cela garantira que la nomination des commissaires est conforme aux principes de responsabilité et d'équité tout en relevant les défis découlant de nominations motivées par des considérations politiques. En outre, les fonctionnaires de la Commission devraient opérer dans un environnement qui favorise leur exécution indépendante de leurs responsabilités, sans aucune forme d'intimidation ou de peur.
- III. Des audits systématiques de la CEDEAO doivent être nécessaires des mécanismes existants qui sont toujours pertinents (Efficacité des Organes de Gestion Electorale [OGE] et d'autres institutions étatiques, y compris les mécanismes de l'UA-MAEP pour fournir une alerte précoce) visant à harmoniser toutes les lois et politiques institutionnelles des États membres autour de ses normes régionales – en particulier le Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance (Protocole A/SP1/12/01) ; Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation ; Intégration et sécurité ; Protocole additionnel et relations des forces de défense et de sécurité avec le pouvoir politique, etc.
- IV. Remédier aux dysfonctionnements de la Commission de la CEDEAO et renforcer son indépendance. Il a été vidé de sa substance par l'autorité des chefs d'État qui mènent

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

une politique incohérente, privant la Commission du pouvoir d'agir de manière indépendante.

- v. L'Autorité des chefs d'État doit assister la Commission dans le déploiement de son mandat et veiller à ce que les cadres normatifs soient adoptés et mis en œuvre avec des mécanismes de suivi et d'application pertinents. Cela doit être fait sans interférence.
- vi. La CEDEAO devrait encourager une coopération plus étroite entre les États membres pour partager des renseignements, coordonner les efforts et mettre en œuvre des stratégies conjointes de lutte contre le terrorisme.
- vii. Les relations entre la société civile et la CEDEAO doivent être renforcées, notamment par le développement de solides systèmes conjoints de coordination d'alerte précoce OSC-CEDEAO et de mécanismes de réponse en matière de sécurité et de gouvernance.

1.2 Faire face au déclin rapide de la démocratie en Afrique de l'Ouest Francophone

- i. Renforcer les institutions démocratiques, y compris le contrôle constitutionnel : il est essentiel d'y investir et de renforcer les institutions démocratiques de base, telles que les commissions électorales indépendantes, les systèmes judiciaires, les organes parlementaires, etc. Cela permettra de combler les lacunes des cadres institutionnels qui sont devenus susceptibles d'être manipulés par ceux qui cherchent à consolider le pouvoir.
- ii. Encourager l'inclusion et le dialogue politique : Faciliter un dialogue politique inclusif impliquant toutes les parties prenantes, y compris les partis politiques, la société civile, les groupes religieux, les groupes de femmes et les communautés marginalisées.
- iii. Soutenir et renforcer l'indépendance des organisations de la société civile (OSC) : Fournir un soutien et une protection aux OSC qui œuvrent pour la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance. Ces organisations jouent un rôle essentiel dans la promotion de réformes démocratiques et dans la responsabilisation des gouvernements.
- iv. Coopération régionale et apprentissage des meilleures pratiques : Favoriser la coopération entre les pays francophones d'Afrique de l'Ouest et les organisations régionales comme la CEDEAO pour relever collectivement les défis démocratiques communs. Le partage des meilleures pratiques, des expériences et de l'expertise peut conduire à une plus grande stabilité et à des progrès plus importants dans la région.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

- v. Établir des mécanismes de suivi continu des indicateurs de performance en matière de démocratie afin de garantir une réponse et des interventions précoces.
- vi. La nécessité de se libérer de l'influence coloniale persistante et d'adopter une approche plus endogène de la démocratie en Afrique de l'Ouest tout en promouvant l'éducation civique à la démocratie.

1.3 Pour résoudre l'énigme des limites de mandat

- I. La concentration du pouvoir du président exécutif et les multiples lacunes faciles pour les révisions constitutionnelles facilitent la manipulation des limites de mandats, en particulier en Afrique de l'Ouest Francophone. Par conséquent, les pays doivent fixer des seuils constitutionnels élevés pour la modification des limites des mandats dans le cadre de la dissuasion avec une supervision stricte par la Commission de la CEDEAO.
- II. La CEDEAO, ainsi que d'autres institutions multilatérales, doit faire appel aux anciens présidents qui ont respecté les limites de mandat. La diminution des cas de pression des pairs et d'apprentissage à travers les pays, comme en témoignent il y a deux décennies des personnalités comme Mathieu Kerekou du Bénin et Jerry Rawlings du Ghana qui ont démissionné après des mandats prescrits, ont conduit à moins d'opportunités pour de telles influences positives. La CEDEAO doit tirer parti du rôle joué par des acteurs tels que le Forum des Sages d'Afrique de l'Ouest, le Conseil des Sages et des religieux traditionnels et religieux influents, comme en témoigne le Niger, entre autres.
- III. Le dilemme et l'incertitude de l'au-delà effraient souvent les présidents et les poussent à quitter leurs fonctions. Les prolongations de mandats sont motivées par l'attrait de la fonction présidentielle, qui offre parfois des privilèges absolus avec une responsabilité limitée. Il est donc nécessaire de formaliser le rôle des anciens présidents aux niveaux national et supranational.
- IV. Harmoniser les meilleures pratiques en matière de limitation des mandats dans les constitutions de la région. Prévoir également un texte clair dans les constitutions contre la limitation des mandats (par exemple, la Constitution du Bénin où il est stipulé qu'à

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

aucun moment une personne ne peut être président plus de deux fois au cours de sa vie).

- v. Les partenaires dans la lutte contre la prolongation des mandats devraient inclure les parlements, les cours constitutionnelles, les partis politiques, les organisations de la société civile, les communautés internationales et les armées. L'inclusion de ces parties prenantes est cruciale car elles jouent différents rôles en contribuant au maintien des freins et équilibre du pouvoir politique.
- vi. Remédier à la désillusion croissante des citoyens à l'égard des élections comme mode de choix des dirigeants et au déclin du soutien à la compétition multipartite. Cela comprend l'harmonisation et l'adoption des meilleures pratiques pour la composition des OGE et le renforcement des Comités consultatifs interpartis (IPAC) et du Réseau des commissaires électoraux de la CEDEAO (ECONEC).
- vii. Nous devrions favoriser la croissance de partis politiques solides et soutenir les individus ambitieux dans les pays où les revirements électoraux sont évidents. Ces partis et individus jouent un rôle important d'incitation et de contrôle sur les titulaires, garantissant que les limites de mandats sont respectées.
- viii. Impliquer le secteur privé dans le débat contre la limitation des mandats et présenter une analyse de rentabilisation en faveur de la limitation des mandats et de la stabilité politique.

Observations générales et conclusions sur les transitions politiques en Afrique de l'Ouest : évaluer les processus de transition divergents et repenser les approches et les interventions

Sur la base de nos observations et analyses, nous tirons les conclusions suivantes :

- i. La CEDEAO doit reconsidérer son cadre de supervision des pays en transition. L'approche adoptée par la CEDEAO a été critiquée pour son caractère trop mécanique et uniforme. Il est évident qu'un modèle unique ne peut pas être appliqué efficacement à tous les pays. La CEDEAO, en collaboration avec la société civile, doit s'engager dans une introspection et une évaluation réfléchie du modèle existant, afin de garantir qu'il s'aligne de manière plus appropriée avec le contexte et la dynamique uniques de chaque pays.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

- II. Nous appelons fortement à la création d'un Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) pour fournir une plate-forme commune et une opportunité aux OSC Ouest-Africaines de jouer un rôle actif dans la contribution aux valeurs et politiques de la CEDEAO.
- III. La CEDEAO et l'UA devraient définir en collaboration le rôle unique du MAEP dans le processus de transition des régimes militaires- comme mécanisme de transition, qui facilitera la coordination et la complémentarité entre les pays en transition, le MAEP et les différents acteurs/cadres de gouvernance aux niveaux national, régional et continental. Cela contribuera à des réformes efficaces et systémiques qui s'alignent sur les cadres normatifs ainsi qu'à la culture des valeurs partagées de la démocratie par le dialogue, à travers des processus pilotés par les citoyens.
- IV. La CEDEAO doit renforcer la confiance en s'engageant dans des dialogues systématiques avec les citoyens, en dirigeant le programme de démocratisation régional et en lançant des initiatives réactives. Le bloc doit également renforcer la participation des OSC aux médiations régionales.
- V. Explorer les réponses à l'alliance croissante et émergente entre les putschistes dans la région et ses impacts sur l'intégration régionale et l'influence de la CEDEAO. Nous (les OSC en collaboration avec la CEDEAO) devons étudier l'interaction complexe des facteurs qui façonnent la formation et la consolidation de cette alliance, leurs motivations, leurs objectifs communs et leurs idéologies partagées qui poussent ces juntes à rechercher une coopération mutuelle et ses implications et perturbations de grande envergure vers une intégration régionale politique et socio-économique harmonieuse. Nous devons évaluer comment ces alliances entre juntes pourraient remettre en question ou remodeler l'efficacité et la crédibilité de la CEDEAO dans l'accomplissement de son mandat de promotion de la stabilité et de l'intégration régionales.
- VI. Il est important d'élargir notre attention au-delà des nations en transition politique, en élargissant notre attention aux États fragiles. Nous devons fournir un soutien, comme celui de la Facilité Africaine de Soutien à la Transition Inclusive (AFSIT), pour renforcer la résilience démocratique.
- VII. Renforcer l'inclusion et la participation à la gouvernance de transition : les juntes militaires doivent impliquer la société civile, les partis politiques, les jeunes, les femmes et les communautés minoritaires dans le processus de transition. L'inclusion de toutes les voix renforcera la légitimité des décisions prises et créera un sentiment de responsabilité partagée pour l'avenir du pays.
- VIII. Pour prévenir de nouveaux coups d'État, il est essentiel de tirer parti de la phase de transition actuelle comme d'une expérience d'apprentissage précieuse et d'un modèle

pour la mise en œuvre de réformes durables. Cela doit intégrer des mesures durables telles que des réformes électorales et institutionnelles et d'autres réformes pertinentes susceptibles de renforcer le paysage politique du pays. Les apprentissages autour du processus de transition doivent être documentés pour référence ultérieure.

- IX. La démocratie devrait aller au-delà des élections et des partis politiques pour instaurer la confiance entre les citoyens et prévenir les désillusions qui pourraient orchestrer le soutien à d'autres systèmes de gouvernance antidémocratiques alternatifs. Cet objectif peut être atteint en promouvant une gouvernance inclusive, des institutions responsables et transparentes et en favorisant un engagement civique actif.
- X. Promouvoir les relations civilo-militaires, en particulier dans les pays qui n'ont jamais subi de coup d'État, pour renforcer la stabilité démocratique, renforcer le contrôle civil des forces armées et cultiver une culture de respect de la gouvernance constitutionnelle. Nous appelons également à des réformes militaires visant à créer une armée professionnelle, responsable et apolitique, engagée à défendre les valeurs démocratiques et l'État de droit.
- XI. La société civile doit être habilitée à s'engager dans une éducation persistante à la démocratie civique, en particulier à la suite de la montée croissante des discours antidémocratiques qui prennent de l'ampleur à travers l'Afrique de l'Ouest. Nous devons lancer une campagne vigoureuse contre la désinformation actuelle ciblant la démocratie et contrer le nouveau discours qui oppose que l'autoritarisme à la démocratie est une entreprise cruciale.
- XII. Les OSC ne doivent pas se concentrer uniquement sur le processus et les délais de transition. Nous devons réorienter et élargir nos interventions en vue d'englober l'ensemble du parcours de gouvernance. Ce changement stratégique est essentiel pour maintenir la pertinence, en particulier dans les cas où les putschistes accèdent à des rôles de gouvernance.
- XIII. Les OSC doivent s'efforcer d'exercer une pression sur l'UA afin de réduire les incohérences (chevauchements) entre l'UA et la CEDEAO en laissant le principe de subsidiarité s'appliquer en cas de changements anticonstitutionnels. Cela implique que la CEDEAO, en tant qu'organisme régional ayant une compréhension plus directe du contexte et des défis en Afrique de l'Ouest, devrait se voir accorder plus d'autorité et d'autonomie pour traiter les cas de changements anticonstitutionnels de gouvernement au sein de ses États membres.
- XIV. Les OSC devraient envisager de former une alliance stratégique avec un plan d'intervention bien défini et indépendant qui servira de cadre global pour guider leurs interventions pendant les transitions.

-FIN-

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

À propos du Réseau WADEMOS

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS) est un Réseau transnational de solidarité démocratique, non partisan et indépendant, dirigé par la société civile et composé de plus de trente-cinq (35) organisations de la société civile situées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest. L'objectif du Réseau WADEMOS est de mobiliser, coordonner et exploiter le pouvoir collectif de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie au sein de la région de l'Afrique de l'Ouest en vue de faire progresser, défendre et revigorer la démocratie et promouvoir les normes et réformes démocratiques dans la sous-région.

Pour plus d'information veuillez contacter :

Nom : Jonah Eledi

Désignation : Chargé de communication et plateformes numériques

E-mail : j.eledi@wademosnetwork.org

Numéro de téléphone : +233 26 373 5330

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

No.	Nom	Désignation
1	M. Alioune TINE	Expert Indépendant des Nations Unies pour le Mali
2	M. Ebenezer Asiedu	Chef de Division Démocratie et Gouvernance de la Direction des Affaires Politiques, à la Direction des Affaires Politiques Paix et Sécurité, Commission de la CEDEAO
3	Professeur. H. Kwasi Prempeh	Directeur Exécutif du CDD - Ghana et Directeur de Projet, Réseau WADEMOS
4	Professeur. E. Gyimah-Boadi	Membre du Conseil Consultatif de WADEMOS et Co-Fondateur du Réseau Afrobaromètre
5	Dr. Mathias Hounkpé	Membre du Conseil Consultatif de WADEMOS et Directeur de Pays, Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES) au Mali
6	Dr. Aliou Barry	Co-Président du Comité Directeur de WADEMOS et Directeur Exécutif de StatView International en Guinée
7	Professeur. Augustin Loada	Membre du Comité Directeur de WADEMOS, Ancien Directeur Exécutif du Centre pour la Gouvernance Démocratique (CDG)
8	Dr. Lassane Ouédraogo	Représentant la Co-Présidente de WADEMOS (Mme. Idayat Hassan) et chercheur à CDD-West Africa
9	Dr. Chukwuemeka Eze	Membre du Comité Directeur de WADEMOS et Directeur Exécutif, WANEP
10	Mme. Mariam Diallo	Membre du Comité Directeur de WADEMOS et Directrice Exécutive, AFLED-Mali
11	Dr. Boniface Dulani	Directeur d'Enquêtes, Réseau Afrobaromètre
12	M. Baidessou Soukologue	Directeur Exécutif, Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA)
13	M. Justin Doua	Responsable de Programmes, EISA, Côte d'Ivoire
14	Dr. Éloïse Bertrand	Professeur Adjoint en Politique et Relations Internationales à l'Université de Nottingham, Royaume-Uni
15	Dr. Kojo P. Asante	Directeur de Programmes et de l'Engagement Politique, CDD-Ghana
16	M. Alpha Diallo	Président d'ABLOGUE en Guinée
17	M. Jeggan Gray Johnson	Responsable du Plaidoyer, Open Society Foundation, Afrique du Sud
18	M. Ousmane Miphil Lankoande	Secrétaire Exécutif, Le Balai Citoyen au Burkina Faso
19	M. Cheikh Fall	Président, AfricTivistes au Sénégal

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

20	M. Babacar Ndiaye	Directeur de Recherche et de publication, WATHI au Sénégal
21	M. John Gbenagnon	Chargé Principale de Programmes au Bénin, Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)
22	M. Dieudonné Kossi	Directeur Exécutif, Clinique d'Expertise Juridique et Sociale (CEJUS) au Togo
23	M. Bakare Mubin Adewumi	Agent de Recherche, Division Démocratie et Gouvernance, CEDEAO
24	M. Moussa Tiangari	Directeur Exécutif, Espace Citoyen Alternatif (AEC) au Niger
25	M. Salia Traoré	Coordinateur National, Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali (COCEM) au Mali
26	Mme. Aïssatou Kanté	Chercheur, Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) Afrique
27	M. Fahiraman Koné	Chef de Projet Sahel, ISS Afrique
28	Ambassade du Mali en Côte d'Ivoire	Représentant de l'Ambassade du Mali en Côte d'Ivoire
29	Haut-Commissariat du Canada	Représentante du Haut-Commissariat du Canada en Côte d'Ivoire
30	M. Michel Silwe	Côte d'Ivoire
31	M. Kojo Impraim	Directeur de Recherche et du Plaidoyer, Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana
32	Dr. Emmanuel Akwetey	Directeur Exécutif, Institut pour la Gouvernance Démocratique (IDEG), Ghana
33	Paul Osei-Kuffour	Coordinateur par Intérim du Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS)
Personnel du Secrétariat du Réseau WADEMOS		
34.	Emmanuel Yeboah	Analyste de Recherche
35.	George Asomdwe	Comptable
36.	Grace Annor	Assistante Bilingue
37	Jonah Eledi	Chargé de Communication

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso